

Tribune libre

«Le virus du Covid-19 peut cacher celui de l'autoritarisme». La tribune de Pieyre-Alexandre Anglade (LREM)

« Le Covid-19 est un test pour nos démocraties, écrit le vice-président de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale. Nous le savons, nous aurons, une fois la crise passée, à reconstruire un imaginaire et un projet européen collectif. Celui-ci ne peut pas être inspiré par l'autoritarisme hongrois, russe ou chinois »

Nous ne connaissons pas tout du **Covid-19** et ne pouvons qu'imaginer ses désastreuses conséquences. Et nous ne savons même pas encore quand et comment nous en viendrons à bout. Mais en revanche nous connaissons parfaitement la façon dont les démocraties peuvent mourir. Prenons-en conscience : la crise que nous vivons pourrait être fatale à l'Union européenne si nous laissons se développer en son sein les régimes autoritaires et les entorses à l'état de droit au nom de la lutte contre ce coronavirus.

La menace est réelle. De la crise économique et financière de 2008 au Brexit, en passant par la crise de l'accueil des réfugiés et le terrorisme, le continent européen a vécu une décennie noire. Depuis, les doutes et les divisions sont là. La plupart des Etats de l'Union doivent affronter le poison nationaliste qui, dans toute crise, trouve un terrain propice à son développement.

Mais contrairement à ce que pourrait laisser penser certains discours, la réponse n'est pas dans le repli. Loin de se barricader dans des forteresses, les nations qui composent l'Europe doivent se convertir sans attendre à une politique de puissance et de souveraineté partagées.

Le Covid-19, à cet égard, est un test pour nos démocraties. En France, **Marine Le Pen est devenue depuis le début de cette crise le porte-drapeau des complotistes en tout genre**. Outre le fait de se contredire elle-même sans arrêt, elle mélange faits et avis pour créer de la confusion, tout en vendant aux Français l'illusion du nationalisme comme remède à la crise. Ailleurs en Europe, les gouvernements sont sous pression et les démocraties au défi de montrer qu'elles sont aussi efficaces que les régimes autoritaires.

Mais que ceux qui seraient tentés de donner foi aux populistes se penchent sur les décisions de Trump, Johnson ou Bolsonaro, que Marine Le Pen érige en modèles. Qu'ils regardent par ailleurs ce qui se passe dans la Hongrie de Viktor Orbán. Ce dernier **vient de s'attribuer presque tous les pouvoirs et ce, sans limite de temps**. En Hongrie, pays membre de l'Union européenne, le Covid-19 vient donc d'emporter le système de

contrôle et d'équilibre des pouvoirs permettant de préserver la démocratie, sans que personne ne semble réellement s'en émouvoir.

Modèle de civilisation. En agissant ainsi, le Premier ministre hongrois n'éteint pas simplement la démocratie dans son pays, il fait aussi peser une menace existentielle sur l'Union européenne. Or, dans ce moment difficile, la pire des erreurs serait d'abandonner notre modèle, au prétexte que la lutte contre le coronavirus exige de l'autorité. Car dans ce moment de bascule que vit le monde, ce qui se décide aussi c'est le modèle de civilisation que nous voulons pour « l'Europe d'après ».

Nous le savons, nous aurons, une fois la crise passée, à reconstruire un imaginaire et un projet européen collectif. Celui-ci ne peut pas être inspiré par l'autoritarisme hongrois, russe ou chinois. Il exigera au contraire de renouer avec nos valeurs profondes et que nous replaçions l'homme au cœur du projet européen sur les grandes questions environnementales, économiques et industrielles.

La Conférence pour l'avenir de l'Europe, en lien avec les peuples européens, pourrait être mandatée pour définir ce projet social, écologique, productif et de santé entièrement nouveau. Tirons les enseignements de cette crise dans le bon sens. Assumons-la comme le point de départ d'un autre projet de civilisation européenne. Trouvons dans ce mal absolu les raisons d'agir pour une véritable Renaissance, qui serait portée par l'idéal européen.

Pieyre-Alexandre Anglade est député des Français établis hors de France (Benelux), vice-président de la commission des affaires européennes et porte-parole du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale.

L'AUTEUR VOUS RECOMMANDE

Attaques frontales

Coronavirus: Marine Le Pen oppose sa «vérité» au gouvernement

Ivanne Trippenbach

Carte postale

Coronavirus: George Soros ne lâche pas la Hongrie...ni Viktor Orbán

Gilles Sengès

Remise en cause

Martine Wonner (LREM): «Je m'interroge sur la confiance à apporter au gouvernement sur cette gestion de crise»

Caroline Vigoureux

VIDÉO RECOMMANDÉE